

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203286]

20 MARS 2014. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique

Vu l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980;

Vu le décret de la Communauté française du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, tel que modifié;

Vu le décret de la Région wallonne du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, tel que modifié;

Vu le décret de la Région wallonne du 12 février 2004 relatif aux Commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, tel que modifié;

Vu le décret de la Région wallonne du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, tel que modifié;

Vu le décret de la Région wallonne du 12 février 2004 relatif au Commissaire du Gouvernement pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, tel que modifié;

Considérant la similitude des objectifs poursuivis en matière de gouvernance, la Communauté française et la Région wallonne considèrent qu'il convient de tenir compte des mandats exercés dans les deux entités dans le cadre de la limitation du nombre de mandats publics et de la rémunération due à cet effet;

Considérant l'intention poursuivie par la Région wallonne et la Communauté française qui consiste :

- non seulement à élaborer une législation tenant compte des mandats exercés au sein d'organismes relevant tant de la Région wallonne que de la Communauté française;

- mais également à concevoir cette législation comme étant commune à la Région wallonne, agissant dans ses compétences régionales et dans celles qui lui ont été transférées par la Communauté française, et à la Communauté française, aussi bien dans son contenu que dans sa vocation à s'appliquer de manière globale et intégrée aux organismes relevant indifféremment de l'une comme de l'autre;

Considérant l'intention consistant en outre à faire assurer le contrôle du respect de ces règles communes par un seul et même organe de contrôle, à savoir la Commission de déontologie et d'éthique instituée par l'accord de coopération du 30 janvier 2014 conclu entre la Région wallonne, la Communauté française et la Commission communautaire française portant création d'une Commission de déontologie et d'éthique;

Considérant que la figure juridique qui permet le plus adéquatement d'uniformiser une législation relevant de la compétence de plusieurs législateurs est l'accord de coopération, visé à l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte,

Et

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président M. Rudy Demotte,

Ci-après dénommées les parties ont convenu de ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. § 1^{er}. Au sens du présent accord de coopération, sont d'application les définitions contenues dans :

1° le décret de la Communauté française du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, tel que modifié;

2° le décret de la Région wallonne du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, tel que modifié;

3° le décret de la Région wallonne du 12 février 2004 relatif aux Commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, tel que modifié;

4° le décret de la Région wallonne du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, tel que modifié;

5° le décret de la Région wallonne du 12 février 2004 relatif au Commissaire du Gouvernement pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, tel que modifié.

§ 2. En outre, on entend par :

1° « mandat public » : tout mandat exercé, en qualité d'administrateur public ou de Commissaire du Gouvernement dans le cadre de l'un des textes législatifs suivants :

a) le décret de la Communauté française du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, tel que modifié;

b) le décret de la Région wallonne du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, tel que modifié;

c) le décret de la Région wallonne du 12 février 2004 relatif aux Commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, tel que modifié;

d) le décret de la Région wallonne du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, tel que modifié;

e) le décret de la Région wallonne du 12 février 2004 relatif au Commissaire du Gouvernement pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, tel que modifié;

2° « mandat dérivé » : le mandat ou la fonction exercé(e), dans un autre organisme public, par l'administrateur public qui lui a été confié(e) en raison de son mandat public;

3° « organisme » : tout organisme visé par les décrets énumérés au 1°;

4° « organe de contrôle » : la Commission de déontologie et d'éthique instituée par l'accord de coopération du 30 janvier 2014 conclu entre la Région wallonne, la Communauté française et la Commission communautaire française portant création d'une Commission de déontologie et d'éthique.

CHAPITRE II. — *Limitation du nombre de mandats publics et des rémunérations liées à l'exercice de ces mandats*

Art. 2. Nul ne peut exercer plus de trois mandats publics.

Pour l'application de cette limitation, il n'est pas tenu compte :

1° des mandats dérivés;

2° d'un mandat public exercé soit à temps plein, soit à titre principal, dans le cadre d'une relation de travail directe ou indirecte, sous statut salarié, indépendant ou statutaire;

3° des mandats publics non rémunérés.

Lorsqu'une personne exerce déjà trois mandats publics et qu'elle est nommée à un quatrième mandat, elle dispose d'un délai d'un mois à dater de la notification de la nomination pour régulariser sa situation et renoncer à l'un de ses mandats publics. Elle en informe sans délai l'organe de contrôle.

Art. 3. § 1^{er}. Le montant total perçu par une personne en contrepartie de l'exécution de l'ensemble de ses mandats publics ne peut excéder cinquante pourcents de l'indemnité perçue par un membre de la Chambre des représentants. Les Gouvernements des parties publient annuellement, au *Moniteur belge*, le montant correspondant à ce plafond.

Le mandat public visé à l'article 2, alinéa 2, 2°, n'est pas pris en compte pour le calcul du plafond visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Lorsque le montant total des rémunérations qu'une personne perçoit en raison de ses mandats publics est supérieur au plafond visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, elle dispose d'un délai d'un mois à dater de la première perception de la somme supérieure au plafond pour prendre les mesures nécessaires afin de respecter le plafond visé au paragraphe 1^{er}.

Elle tient informée sans délai l'organe de contrôle des mesures prises à cet effet.

§ 3. Les montants visés au paragraphe 1^{er} s'entendent « avantages de toute nature compris ».

Il s'agit des avantages assimilés à de la rémunération au sens du Code des impôts sur les revenus. Ces avantages sont évalués à la valeur qui leur est donnée en application du même Code.

Art. 4. La rémunération perçue par un administrateur public en contrepartie de l'exercice, par celui-ci, de mandat(s) dérivé(s) revient de droit à l'organisme dont est issue la personne qui exerce le mandat dérivé.

Art. 5. § 1^{er}. S'il existe, dans le chef d'une personne exerçant des mandats publics, des indices sérieux de violation des dispositions des articles 2, 3 ou 4, l'organe de contrôle dresse, à l'encontre de cette personne, un avis dans lequel figurent les manquements susceptibles de lui être reprochés.

Cet avis est notifié, par courrier recommandé, à la personne concernée ainsi qu'à l'autorité qui lui a confié les mandats publics.

§ 2. Si l'intérêt d'une bonne gouvernance l'exige, l'autorité qui s'est vue notifier l'avis visé au paragraphe 1^{er} peut suspendre la personne concernée de son mandat public le plus récent si la procédure concerne une violation des dispositions de l'article 2, et de son mandat le moins rémunéré ou d'un autre de ses mandats que le moins rémunéré dans l'hypothèse ou la suspension de ce dernier ne permet pas de respecter le plafond, si la procédure concerne une violation des dispositions des articles 3 ou 4.

Cette suspension vaut pour une durée maximale de six mois qui expire d'office à l'issue de la procédure prévue au présent article.

La suspension du mandat public n'est décidée par l'autorité qu'après avoir entendu la personne concernée.

§ 3. La personne concernée dispose, à partir de la réception de l'avis visé au paragraphe 1^{er}, d'un délai de quinze jours pour faire valoir ses observations et moyens de défense par courrier recommandé adressé à l'organe de contrôle.

Ce délai de quinze jours est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

L'organe de contrôle convie, par courrier recommandé avec accusé de réception, la personne concernée à une audition qui se tient dans les quarante jours de la réception, par l'organe de contrôle, du courrier recommandé visé à l'alinéa 1^{er}.

La personne concernée peut y être assistée d'un conseil.

Un procès-verbal de l'audition est établi et communiqué à la personne concernée, par courrier recommandé, dans les huit jours suivant l'audition.

Celle-ci dispose d'un délai de trois jours à dater de la réception du procès-verbal pour faire valoir ses observations par pli recommandé.

A défaut, le procès-verbal est considéré comme définitif.

Si l'intéressé a renoncé par écrit à être entendu ou ne s'est pas présenté à l'audition, il est à nouveau convié, par courrier recommandé avec accusé de réception, à une nouvelle audition.

§ 4. A l'issue de la procédure prévue au paragraphe précédent, l'organe de contrôle dresse un avis motivé sur l'existence ou non d'une violation des dispositions de l'article 2, de l'article 3 ou de l'article 4, par la personne intéressée. L'avis comporte, s'il y a lieu, le décompte des sommes trop perçues par le mandataire.

L'établissement de cet avis motivé se fait :

1° dans les septante-cinq jours de la notification de l'avis visé au paragraphe 1^{er} si la personne concernée n'y a pas réagi suite à cette notification;

2° dans les septante-cinq jours de la réception des observations s'il n'y pas eu d'audition de la personne concernée;

3° dans les septante-cinq jours de l'établissement du procès-verbal définitif de l'audition, si celle-ci a eu lieu.

L'avis motivé est adressé par courrier recommandé à la personne concernée ainsi qu'à l'autorité qui lui a confié les mandats publics.

§ 5. L'autorité qui a confié des mandats publics à la personne concernée exécute l'avis motivé dans un délai de trente jours à compter de la réception de l'avis motivé.

En cas de constat par l'avis motivé d'une violation des dispositions des articles 2 ou 4, l'autorité révoque d'office les mandats publics qu'elle a confiés à la personne concernée.

En cas de constat d'une violation des dispositions de l'article 3, l'autorité peut révoquer les mandats publics qu'elle a confiés à la personne concernée ou prendre les mesures pour garantir le respect du plafond visé à l'article 3.

En outre, s'il s'agit d'une violation des dispositions de l'article 3, la décision de l'autorité comporte le décompte des sommes trop perçues par la personne concernée pour le passé, et les conditions du remboursement. Celle-ci dispose de soixante jours, à dater de la notification de la décision, pour rembourser à l'organisme qui les a payées les dites sommes. Après avis de l'organe de contrôle, l'autorité peut prolonger ce délai d'une durée qu'elle détermine pour autant que la personne concernée ait fait valoir par courrier recommandé dans les quinze jours de la notification de la décision, les motifs exceptionnels qui fondent sa requête.

La personne concernée adresse, sans délai, à l'organe de contrôle la preuve du remboursement.

Art. 6. La personne dont le ou les mandats publics ont été révoqués en application de l'article 5 ne peut être désignée à nouveau à ce ou ces mandats pendant une durée de deux ans à compter de la notification de la décision de révocation.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 7. Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du dernier acte d'assentiment des parties contractantes mais ne produit ses effets pour la première fois dans chaque organisme concerné, qu'à l'occasion du renouvellement intégral de tous les mandats de l'organisme, qui dépendent d'une nomination ou d'une proposition du Gouvernement, dont la date est postérieure aux élections régionales de 2014.

Namur, le 20 mars 2014, en deux exemplaires originaux.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203286]

20. MÄRZ 2014 — **Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft bezüglich der Amtsführung in der Ausübung der öffentlichen Mandate innerhalb der öffentlichen Einrichtungen und der von den Behörden abgeleiteten Einheiten**

Aufgrund von Artikel 92*bis* des Sondergesetzes vom 8. August 1980;

Aufgrund des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 9. Januar 2003 über die Transparenz, die Autonomie und die Kontrolle der öffentlichen Einrichtungen, der Gesellschaften für Schulgebäude und der Gesellschaften für Vermögensverwaltung, die der Französischen Gemeinschaft unterstehen, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets der Wallonischen Region vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets der Wallonischen Region vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets der Wallonischen Region vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die durch Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets der Wallonischen Region vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare für die in Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, in seiner abgeänderten Fassung;

Angesichts der Ähnlichkeit der verfolgten Ziele in Sachen Amtsführung sind die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region der Ansicht, dass es im Rahmen der Begrenzung der Anzahl öffentlicher Mandate und der zu diesem Zweck geschuldeten Entlohnung der Anlass besteht, die innerhalb der zwei Körperschaften ausgeübten Mandate zu berücksichtigen;

In Erwägung der Absicht von der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft, die darin besteht:

- nicht nur eine Gesetzgebung auszuarbeiten, in der die innerhalb von Einrichtungen, die sowohl der Wallonischen Region als auch der Französischen Gemeinschaft unterstehen, ausgeübten Mandate berücksichtigt werden;

- sondern auch diese Gesetzgebung als gemeinsam für die Wallonische Region, die im Rahmen ihrer regionalen Zuständigkeiten und der ihr durch die Französische Gemeinschaft übertragenen Zuständigkeiten handelt, und für die Französische Gemeinschaft zu entwerfen, sowohl was ihren Inhalt betrifft, als auch indem sie dazu bestimmt ist, auf globale und integrierte Weise gleichermaßen auf die Einrichtungen, die der einen oder der anderen unterstehen, Anwendung zu finden;

In Erwägung der Absicht, die darin besteht, die Einhaltung dieser gemeinsamen Regeln durch ein einziges Kontrollorgan überprüfen zu lassen, nämlich die Kommission für Berufspflichten und Ethik, die durch das zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaftskommission abgeschlossene Zusammenarbeitsabkommen vom 30. Januar 2014 zur Gründung einer Kommission für Berufspflichten und Ethik eingerichtet worden ist;

In der Erwägung, dass die zweckmäßigste rechtliche Form, um eine Gesetzgebung, die in den Zuständigkeitsbereich mehrerer Gesetzgeber fällt, zu vereinheitlichen, das in Artikel 92*bis* des Sondergesetzes vom 8. August 1980 erwähnte Zusammenarbeitsabkommen ist,

haben:

die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte

und

die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte

nachstehend «die Parteien» genannt, Folgendes vereinbart:

KAPITEL I — Definitionen

Artikel 1 - § 1. Im Sinne vorliegenden Kooperationsabkommens gelten die Definitionen, die in den folgenden Texten enthalten sind:

1° das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 9. Januar 2003 über die Transparenz, die Autonomie und die Kontrolle der öffentlichen Einrichtungen, der Gesellschaften für Schulgebäude und der Gesellschaften für Vermögensverwaltung, die der Französischen Gemeinschaft unterstehen, in seiner abgeänderten Fassung;

2° das Dekret der Wallonischen Region vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters, in seiner abgeänderten Fassung;

3° das Dekret der Wallonischen Region vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, in seiner abgeänderten Fassung;

4° das Dekret der Wallonischen Region vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die durch Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten, in seiner abgeänderten Fassung;

5° das Dekret der Wallonischen Region vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare für die in Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, in seiner abgeänderten Fassung;

§ 2. Außerdem gelten folgende Definitionen:

1° "öffentliches Mandat": Jedes als öffentlicher Verwalter oder Regierungskommissar im Rahmen eines der folgenden Gesetzestexte ausgeübte Mandat:

a) das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 9. Januar 2003 über die Transparenz, die Autonomie und die Kontrolle der öffentlichen Einrichtungen, der Gesellschaften für Schulgebäude und der Gesellschaften für Vermögensverwaltung, die der Französischen Gemeinschaft unterstehen, in seiner abgeänderten Fassung;

b) das Dekret der Wallonischen Region vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters; in seiner abgeänderten Fassung;

c) das Dekret der Wallonischen Region vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, in seiner abgeänderten Fassung;

d) das Dekret der Wallonischen Region vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die durch Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten, in seiner abgeänderten Fassung;

e) das Dekret der Wallonischen Region vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare für die in Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, in seiner abgeänderten Fassung;

2° «abgeleitetes Mandat»: das Mandat oder das Amt, das in einer anderen öffentlichen Einrichtung vom dem öffentlichen Verwalter ausgeübt wird, das ihm wegen seines öffentlichen Mandats anvertraut worden ist;

3° "Einrichtung": Jede in den unter Punkt 1° aufgeführten Dekreten erwähnte Einrichtung;

4° «Kontrollorgan»: die Kommission für Berufspflichten und Ethik, die durch das zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaftskommission abgeschlossene Zusammenarbeitsabkommen vom 30. Januar 2014 zur Gründung einer Kommission für Berufspflichten und Ethik eingerichtet worden ist.

KAPITEL II — Begrenzung der Anzahl öffentlicher Mandate und der mit der Ausübung dieser Mandate verbundenen Entlohnung

Art. 2 - Keiner darf mehr als drei öffentliche Mandate ausüben.

Für die Anwendung dieser Begrenzung wird das Folgende nicht berücksichtigt:

1° die abgeleiteten Mandate;

2° ein öffentliches Mandat, das entweder als Vollzeitbeschäftigung oder als Hauptaktivität im Rahmen von direkten oder indirekten Arbeitsverhältnissen, mit dem Status eines Lohnempfängers, eines Selbstständigen oder eines statutarischen Beamten ausgeübt wird;

3° die unentgeltlichen öffentlichen Mandate.

Wenn eine Person bereits drei öffentliche Mandate ausübt und zu einem vierten Mandat ernannt wird, verfügt sie über eine Frist von einem Monat ab der Notifizierung der Ernennung, um ihre Lage zu regularisieren und auf eines ihrer öffentlichen Mandate zu verzichten. Sie teilt dies dem Kontrollorgan sofort mit.

Art. 3 - § 1. Der Gesamtbetrag, der von einer Person als Gegenleistung für die Ausübung ihrer gesamten öffentlichen Mandate bezogen wird, darf fünfzig Prozent der von einem Mitglied der Abgeordnetenversammlung bezogenen Zulage nicht überschreiten. Die Regierungen der Parteien veröffentlichen jährlich im *Belgischen Staatsblatt* den Betrag, der diesem Höchstbetrag entspricht.

Das in Artikel 2, Absatz 2, 2° erwähnte öffentliche Mandat wird für die Berechnung des in Absatz 1 erwähnten Höchstbetrags nicht berücksichtigt.

§ 2. Wenn der Gesamtbetrag der Entlohnungen, die eine Person wegen ihrer öffentlichen Mandate bezieht, den in § 1 erwähnten Höchstbetrag überschreitet, verfügt sie über eine Frist von einem Monat ab dem ersten Bezug der den Höchstbetrag überschreitenden Summe, um die erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, um den in § 1 erwähnten Höchstbetrag einzuhalten.

Sie informiert sofort das Kontrollorgan über jede zu diesem Zweck getroffene Maßnahme.

§ 3. Die in § 1 erwähnten Beträge gelten "einschließlich der Vorteile jeglicher Art".

Es handelt sich um Vorteile, die einer Entlohnung im Sinne des Einkommensteuergesetzbuches gleichgestellt werden. Diese Vorteile werden auf den Wert, der ihnen in Anwendung desselben Gesetzbuches gegeben wird, geschätzt.

Art. 4 - Die Entlohnung, die von einem öffentlichen Verwalter als Gegenleistung für dessen Ausübung eines bzw. mehrerer abgeleiteten Mandats bzw. Mandate bezogen wird, steht der Einrichtung, aus der die Person, die das abgeleitete Mandat ausübt, stammt, von Rechts wegen zu.

Art. 5 - § 1. Wenn seitens einer Person, die öffentliche Mandate ausübt, ernste Anzeichen einer Übertretung der Bestimmungen von Artikel 2, 3 oder 4 vorliegen, erstellt das Kontrollorgan über diese Person ein Gutachten, in dem die Verstöße, die ihr vorgeworfen werden könnten, angegeben werden.

Dieses Gutachten wird der betroffenen Person sowie der Behörde, die ihr die öffentlichen Mandate anvertraut hat, per Einschreiben zugestellt.

§ 2. Wenn es im Interesse einer verantwortungsvollen Amtsführung steht, kann die Behörde, der das in § 1 erwähnte Gutachten zugestellt wurde, die betroffene Person ihres neusten öffentlichen Mandats vorläufig entheben, wenn das Verfahren eine Verletzung der Bestimmungen von Artikel 2 betrifft, und ihres am wenigstens vergüteten Mandats oder eines anderen ihres Mandats als ihres am wenigstens vergüteten Mandats vorläufig entheben, falls die Aussetzung letzteren Mandats die Einhaltung des Höchstbetrags nicht erlaubt, wenn das Verfahren eine Verletzung der Bestimmungen der Artikel 3 oder 4 betrifft.

Diese Aussetzung gilt für eine Höchstdauer von sechs Monaten, die von Amts wegen am Ende des im vorliegenden Artikel vorgesehenen Verfahrens abläuft.

Die Aussetzung des öffentlichen Mandats wird von der Behörde erst beschlossen, wenn sie die betroffene Person angehört hat.

§ 3. Die betroffene Person verfügt ab dem Empfang des in § 1 erwähnten Gutachtens über eine Frist von fünfzehn Tagen, um ihre Beobachtungen und Verteidigungsmittel per Einschreiben an das Kontrollorgan gelten zu lassen.

Diese Frist von fünfzehn Tagen wird zwischen dem 15. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

Das Kontrollorgan lädt per Einschreiben mit Empfangsbestätigung die betroffene Person zu einer Anhörung, die innerhalb vierzig Tagen nach dem Empfang durch das Kontrollorgan des in Absatz 1 erwähnten Einschreibens stattfindet.

Der betroffenen Person kann ein Berater beistehen.

Ein Protokoll der Anhörung wird erstellt und der betroffenen Person per Einschreiben innerhalb von acht Tagen nach der Anhörung übermittelt.

Diese verfügt über eine Frist von drei Tagen ab dem Empfang des Protokolls, um ihre Beobachtungen per Einschreiben gelten zu lassen.

Mangels dessen gilt das Protokoll als endgültig.

Hat der Betroffene schriftlich darauf verzichtet, angehört zu werden, oder ist er nicht zur Anhörung erschienen, so wird er wieder per Einschreiben mit Empfangsbestätigung zu einer neuen Anhörung geladen.

§ 4. Nach dem im vorigen Paragraphen vorgesehenen Verfahren erstellt das Kontrollorgan ein begründetes Gutachten darüber, ob eine Verletzung von Artikel 2, Artikel 3 oder Artikel 4 durch die betroffene Person tatsächlich vorliegt oder nicht. Das Gutachten enthält falls erforderlich die Abrechnung der von dem Mandatsträger zu viel bezogenen Beträge.

Die Erstellung dieses begründeten Gutachtens erfolgt:

1° innerhalb fünfundsiebzig Tagen nach der Notifizierung des in § 1 erwähnten Gutachtens, wenn die betroffene Person infolge dieser Notifizierung nicht reagiert hat;

2° innerhalb fünfundsiebzig Tagen nach dem Empfang der Beobachtungen, wenn keine Anhörung der betroffenen Person stattgefunden hat;

3° innerhalb fünfundsiebzig Tagen nach Erstellung des endgültigen Protokolls der Anhörung, wenn diese stattgefunden hat;

Das begründete Gutachten wird an die betroffene Person sowie an die Behörde, die ihm die öffentlichen Mandate anvertraut hat, per Einschreiben gerichtet.

§ 5. Die Behörde, die der betroffenen Person öffentliche Mandate anvertraut hat, führt das begründete Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach Erhalt des begründeten Gutachtens durch.

Falls im begründeten Gutachten eine Verletzung der Bestimmungen der Artikel 2 oder 4 festgestellt wird, widerruft die Behörde von Amts wegen die öffentlichen Mandate, die sie der betroffenen Person anvertraut hat.

Falls im begründeten Gutachten eine Verletzung der Bestimmungen von Artikel 3 festgestellt wird, kann die Behörde die öffentlichen Mandate, die sie der betroffenen Person anvertraut hat, widerrufen oder die Maßnahmen ergreifen, um die Einhaltung des in Artikel 3 erwähnten Höchstbetrags zu gewährleisten.

Wenn es sich um eine Verletzung der Bestimmungen von Artikel 3 handelt, enthält der Beschluss der Behörde außerdem die Abrechnung der von der betroffenen Person zu viel bezogenen Beträge für die Vergangenheit und die Rückzahlungsbedingungen. Diese verfügt über sechzig Tage ab der Notifizierung des Beschlusses, um die besagten Summen der Einrichtung, die sie gezahlt hat, zurückzuzahlen. Nach Begutachtung durch das Kontrollorgan kann die Behörde diese Frist um eine von ihr zu bestimmende Dauer verlängern, vorausgesetzt, dass die betroffene Person innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Notifizierung des Beschlusses die außergewöhnlichen Mittel, auf die ihre Klage gestützt ist, per Einschreiben hat gelten lassen.

Die betroffene Person übermittelt unverzüglich dem Kontrollorgan den Beweis der Rückzahlung.

Art. 6 - Die Person, deren öffentliches bzw. öffentliche Mandat(e) in Anwendung von Artikel 5 widerrufen worden ist bzw. sind, darf für dieses bzw. diese Mandat(e) während eines Zeitraums von zwei Jahren ab der Notifizierung des Widerrufungsbeschlusses nicht wieder bezeichnet werden.

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

Art. 7 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen tritt am Tag der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des letzten Zustimmungsakts der Vertragsparteien in Kraft, wird jedoch in jeder betroffenen Einrichtung erst anlässlich der vollständigen Erneuerung aller Mandate der Einrichtung, die von einer Ernennung oder einem Vorschlag der Regierung abhängen, die nach den regionalen Wahlen von 2014 erfolgt, zum ersten Mal wirksam.

Namur, den 20. März 2014, in zweifacher Originalausfertigung ausgestellt.

Für die Französische Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203286]

20 MAART 2014. — Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende het bestuur in de uitvoering van de openbare mandaten in de overheidsinstellingen en in de van de overheid afgeleide entiteiten

Gelet op artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, zoals gewijzigd;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest aangezien ze gelijkwaardige doelstellingen inzake het bestuur nastreven, van mening zijn dat rekening moet worden gehouden met de mandaten uitgeoefend in beide entiteiten in het kader van de beperking van het aantal openbare mandaten en de daartoe verschuldigde bezoldiging;

Gelet op het doel nagestreefd door het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap dat erin bestaat :

- niet alleen een wetgeving uit te werken rekening houdende met de mandaten uitgeoefend binnen instellingen die zowel onder het Waalse Gewest als onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

- maar ook die wetgeving te beschouwen als gemeenschappelijk aan het Waalse Gewest, dat in zijn gewestelijke bevoegdheden en in de bevoegdheden die hem door de Franse Gemeenschap zijn overgeheveld, handelt, en aan de Franse Gemeenschap, zowel wat betreft haar inhoud als haar bestemming om zich op globale en geïntegreerde wijze toe te passen op de instellingen die onverschillig onder de ene als de andere ressorteren;

Gelet op de bedoeling die er bovendien in bestaat de controle op de naleving van die gemeenschappelijke regels door één controleorgaan te laten waarborgen, namelijk de Commissie voor Beroepsregels en Ethiek ingesteld bij het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2014 gesloten tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van een Commissie voor Beroepsregels en Ethiek;

Overwegende dat de juridische vorm waarmee een wetgeving die onder de bevoegdheid valt van verschillende wetgevers, op de meest passende wijze mogelijk geüniformeerd kan worden, het samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 92 bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, M. Rudy Demotte,

en

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, M. Rudy Demotte,

Hierna de partijen genoemd, zijn wat volgt overeengekomen :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. § 1. In de zin van dit samenwerkingsakkoord is de begripsomschrijving vermeld in de volgende decreten van toepassing :

1° het decreet van de Franse Gemeenschap van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, zoals gewijzigd;

2° het decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder, zoals gewijzigd;

3° het decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, zoals gewijzigd;

4° het decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, zoals gewijzigd;

5° het decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, zoals gewijzigd.

§ 2. Bovendien wordt verstaan onder :

1° "openbaar mandaat" : elk mandaat uitgeoefend in de hoedanigheid van overheidsbestuurder of Regeringscommissaris in het kader van één van de volgende wetgevende teksten :

a) het decreet van de Franse Gemeenschap van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, zoals gewijzigd;

b) het decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder, zoals gewijzigd;

c) het decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, zoals gewijzigd;

d) het decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, zoals gewijzigd;

e) het decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, zoals gewijzigd;

2° "afgeleid mandaat" : het mandaat of de functie uitgeoefend in een andere openbare instelling door de overheidsbestuurder, dat/die hem toevertrouwd is wegens zijn openbaar mandaat;

3° "instelling" : elke instelling bedoeld in de decreten vermeld in punt 1°;

4° "controleorgaan" : de Commissie voor Beroepsregels en Ethiek ingesteld bij het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2014 gesloten tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van een Commissie voor Beroepsregels en Ethiek.

HOOFDSTUK II. — *Beperking van het aantal openbare mandaten en van de bezoldigingen gebonden aan de uitoefening van die mandaten*

Art. 2. Niemand mag meer dan drie openbare mandaten uitoefenen.

Voor de toepassing van die beperking wordt geen rekening gehouden met :

1° afgeleide mandaten;

2° een openbaar mandaat dat ofwel voltijds, ofwel hoofdzakelijk, uitgeoefend wordt in het kader van een rechtstreekse of onrechtstreekse arbeidsbetrekking onder een loontrekkend, zelfstandig of statutair statuut;

3° onbezoldigde openbare mandaten.

Wanneer een persoon reeds drie openbare mandaten uitoefent en voor een vierde mandaat wordt benoemd, beschikt hij over een termijn van één maand na de kennisgeving van de benoeming om zijn toestand te regelen en afstand te doen van één van zijn openbare mandaten. Hij stelt er zo spoedig mogelijk het controleorgaan van in kennis.

Art. 3. § 1. Het totaalbedrag ontvangen door een persoon in ruil voor de uitvoering van het geheel van zijn openbare mandaten mag niet hoger zijn dan vijftig procent van de vergoeding ontvangen door een lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers. De Regeringen van de partijen maken jaarlijks het met dit plafond overeenstemmend bedrag in het *Belgisch Staatsblad* bekend.

Het in artikel 2, tweede lid, 2°, bedoelde openbaar mandaat wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van het in het eerste lid bedoelde plafond.

§ 2. Wanneer het totaalbedrag van de bezoldigingen ontvangen door een persoon wegens zijn openbare mandaten hoger is dan het plafond bedoeld in § 1, eerste lid, beschikt hij over één maand na de eerste inning van de som hoger dan het plafond om de nodige maatregelen te treffen om het in § 1 bedoelde plafond na te leven.

Hij brengt onverwijld het controleorgaan op de hoogte van de daartoe getroffen maatregelen.

§ 3. In de in § 1 bedoelde bedragen worden "de voordelen van alle aard" inbegrepen.

Het gaat om voordelen gelijkgesteld met de bezoldiging in de zin van het Wetboek op de Inkomstenbelastingen. Die voordelen worden geraamd op de waarde die hun overeenkomstig hetzelfde Wetboek wordt toegewezen.

Art. 4. De bezoldiging geïnd door een overheidsbestuurder in ruil voor de uitoefening door hem van een afgeleid(e) mandaat(mandaten) komt van rechtswege toe aan de instelling waaronder de persoon die het afgeleide mandaat uitoefent, ressorteert.

Art. 5. § 1. Indien er ernstige aanwijzingen zijn dat de persoon die openbare mandaten uitoefent, de bepalingen van de artikelen 2, 3 of 4 schendt, brengt het controleorgaan advies uit tegen die persoon, waarin de tekortkomingen die hem kunnen worden verweten, worden vermeld.

Dit advies wordt bij aangetekend schrijven meegedeeld aan de betrokken persoon alsook aan de overheid die hem de openbare mandaten heeft toevertrouwd.

§ 2. Indien het belang van een goed bestuur het vereist, kan de overheid aan wie het in § 1 bedoelde advies is medegedeeld, overgaan tot de opschorting van het recentste openbare mandaat van de betrokken persoon, indien de procedure een schending van de bepalingen van artikel 2 betreft, en van zijn minst bezoldigd mandaat of van een ander van zijn mandaten dan het minst bezoldigde indien de opschorting van laatstgenoemd het niet mogelijk maakt het plafond na te leven, als de procedure een schending van de artikelen 3 of 4 betreft.

Die opschorting geldt voor een maximale periode van zes maanden die van ambtswege afloopt aan het einde van de in dit artikel bedoelde procedure.

De overheid mag de opschorting van het openbare mandaat slechts na de betrokken persoon te hebben gehoord, beslissen.

§ 3. De betrokken persoon beschikt te rekenen van de ontvangst van het in § 1 bedoelde advies over een termijn van vijftien dagen om zijn opmerkingen en verweermiddelen bij aangetekend schrijven mede te delen aan het controleorgaan.

Die termijn van vijftien dagen wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus.

Het controleorgaan nodigt bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst de betrokken persoon op een verhoor uit dat binnen veertig dagen na ontvangst door het controleorgaan van het aangetekend schrijven bedoeld in het eerste lid wordt gehouden.

De betrokken persoon kan er door een raadsheer bijgestaan worden.

Een proces-verbaal van het verhoor wordt opgemaakt en gericht bij aangetekend schrijven aan de betrokken persoon binnen acht dagen na het verhoor.

Laatstgenoemde beschikt over drie dagen na ontvangst van het proces-verbaal om zijn opmerkingen bij aangetekend schrijven te opperen.

Zoniet wordt het proces-verbaal als definitief beschouwd.

Als de betrokkene schriftelijk ervan afgezien heeft, gehoord te worden, of niet op het verhoor verschenen is, wordt hij opnieuw bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht uitgenodigd op een nieuw verhoor.

§ 4. Na afloop van de in de vorige § bedoelde procedure brengt het controleorgaan een met redenen omkleed advies uit over de al dan niet schending van de bepalingen van artikel 2, artikel 3 of artikel 4 door de betrokken persoon. Indien nodig omvat het advies de afrekening van de door de mandataris te veel ontvangen sommen.

Dit met redenen omkleed advies wordt opgemaakt :

1° binnen vijfenzeventig dagen na de kennisgeving van het in § 1 bedoelde advies indien de betrokken persoon daarop na de kennisgeving niet gereageerd heeft;

2° binnen vijfenzeventig dagen na ontvangst van de opmerkingen indien de betrokken persoon niet is gehoord;

3° binnen vijfenzeventig dagen na het opmaken van het definitieve proces-verbaal van het verhoor indien het plaatsgevonden heeft.

Het met redenen omkleed advies wordt bij aangetekend schrijven aan de betrokken persoon alsook aan de overheid die hem de openbare mandaten heeft toevertrouwd, meegedeeld.

§ 5. De overheid die de betrokken persoon de openbare mandaten heeft toevertrouwd, voert het met redenen omkleed advies uit binnen dertig dagen na ontvangst van het met redenen omkleed advies.

Indien bij het met redenen omkleed advies wordt vastgesteld dat de bepalingen van de artikelen 2 of 4 zijn geschonden, herroept de overheid van ambtswege de openbare mandaten die ze aan de betrokken persoon heeft toevertrouwd.

In geval van schending van de bepalingen van artikel 3, kan de overheid de openbare mandaten die ze aan de betrokken persoon heeft toevertrouwd, herroepen of de maatregelen treffen om de naleving van het in artikel 3 bedoelde plafond te waarborgen.

Als het gaat om een schending van de bepalingen van artikel 3, omvat de beslissing van de overheid bovendien de afrekening van de sommen die in het verleden door de betrokken persoon te veel zijn ontvangen, en de terugbetalingsvoorwaarden. Die persoon beschikt over zestig dagen na de kennisgeving van de beslissing om deze sommen terug te betalen aan de instelling die ze betaald heeft. Na advies van het controleorgaan kan de overheid die termijn verlengen met een periode die ze bepaalt voor zover de betrokken persoon binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing de uitzonderlijke redenen waarop zijn verzoek is gegrond, bij aangetekend schrijven heeft meegedeeld.

De betrokken persoon richt zo spoedig mogelijk het bewijs van de terugbetaling aan het controleorgaan.

Art. 6. De persoon van wie het(de) openbare mandaat(mandaten) overeenkomstig artikel 5 zijn herroepen, mag niet opnieuw voor dit(die) mandaat (mandaten) benoemd worden tijdens een termijn van twee jaar na de kennisgeving van de beslissing tot herroeping.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen.*

Art. 7. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de laatste goedkeuringsakte van de overeenkomstsluitende partijen maar heeft voor het eerst in elke betrokken instelling slechts uitwerking bij de volledige hernieuwing van alle mandaten van de instelling, die afhankelijk zijn van een benoeming of een voorstel van de Regering en waarvan de datum volgt op de gewestelijke verkiezingen van 2014.

Namen, 20 maart 2014, in twee originele exemplaren.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31388]

24 APRIL 2014. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Commissie bedoeld in artikel 10bis, 4° van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, gewijzigd bij de ordonnanties van 11 juli 2002, 20 juli 2006, 21 december 2012, 21 november 2013 en 19 december 2013, het artikel 10bis, 4°;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 20 februari 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies nr. 55.702/4 van de Raad van State, gegeven op 3 april 2014, overeenkomstig artikel 84 § 1^{er}, lid 1, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het advies van het Gewestelijk Adviescomité, gegeven op 28 januari 2014;

Op voorstel van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Vervoer,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die bevoegd is voor de taxidiensten.

2° Bestuur : de Directie taxi's van het Bestuur Mobiel Brussel van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2014/31388]

24 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la composition et le fonctionnement de la Commission visée à l'article 10bis, 4° de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, modifiée par les ordonnances des 11 juillet 2002, 20 juillet 2006, du 21 décembre 2012, du 21 novembre 2013 et du 19 décembre 2013, l'article 10bis, 4°;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 20 février 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis n° 55.702/4 du Conseil d'Etat donné le 3 avril 2014, en application de l'article 84 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Comité consultatif émis le 28 janvier 2014;

Sur la proposition de la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée des Transports,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le Ministre : le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale qui a les Services de Taxis dans ses attributions.

2° l'Administration : la Direction des taxis de l'Administration Bruxelles-Mobilité du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.